

[Text]

erans—to help us find them. I want to tell you publicly today that we have found 3,557 applicants, and they are still coming in. As of the end of December we had processed 2,562 of those applications, and a good deal more of them by now. You will be interested to know that 85 per cent of these spouses are on full widows' rate, which is today \$1,057 per month, tax free. As you might expect, the total of \$13.3 million we were able to pay out by the end of the year makes a huge difference to the lives of some very deserving people, and we will not be satisfied until we have tracked down all of them. So, once again, I make a public appeal: If anyone can help us we would appreciate it. These people have earned the right to the program, and we want to pay them what they are deserving. I would also like to once again thank the veterans groups represented here because they have done a great job for us.

Let me say a bit about our traditional programs, because they are a major part of the budget which I have to defend here tonight. They are health care, disability pensions, hospital beds and War Veterans Allowance. Our disability pensions make up about half of our budget of \$1.7 billion. The pension system is extremely busy. In fact, my staff tell me that the department has never been busier on disability pensions since the years just following the Second World War. There has been a huge influx of new applications for pension benefits. Happily we have been able to meet the extraordinary demands, thanks to better procedures and the success of the Veterans Appeal Board. The staff at the Canadian Pension Commission has done a super job, and, of course, the free legal service we give to our veterans through the Bureau of Pensions Advocates deserves all the praise for their efforts. I know from reports on your meetings in Charlottetown yesterday, that there is always someone who will say, "The service is not fast enough." I know that our veterans are aging and that time is very important to them, but I want to tell you that the time we take to process a pension application today is about one-third or perhaps one-quarter of what it was just four or five years ago.

Hospital beds are always a concern to our veterans. We have done demographic studies of what will happen to the veteran population in Canada. I can tell you that we have been authorized to negotiate agreements with the provinces. I know you were briefed fully on this matter in Charlottetown. I have written to all the ministers of health and social services in the provinces concerned and the response has been most encouraging. On Monday afternoon, for example, I met with the New Brunswick Command of the Legion, who voiced very serious

[Traduction]

besoin d'aide et nous avons fait appel à tous les organismes d'anciens combattants pour nous aider à les retrouver: les Légions, les Anciens combattants de la guerre de Corée, l'Armée, la Marine, l'Aviation, ainsi que toutes les merveilleuses organisations qui aident nos vétérans. Je voudrais vous annoncer publiquement aujourd'hui que nous avons reçu 3 557 demandes et qu'elles ne cessent d'affluer. À la fin du mois de décembre, nous avons traité 2 562 d'entre elles et beaucoup d'autres l'ont été depuis. Vous serez intéressés d'apprendre que 85 p. 100 de ces bénéficiaires touchent une pleine pension de veuve dont le montant actuel non imposable est de 1 057 \$ par mois. Naturellement, les 13,3 millions de dollars que nous avons pu verser à la fin de l'année représentent un changement important dans la vie de ces personnes méritantes, et nous ne serons pas satisfaits tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas retracé tous ceux et celles qui y ont droit. C'est pourquoi je lance un nouvel appel à l'aide: nous apprécierons toute initiative dans ce sens. Les personnes concernées ont le droit de bénéficier de ce programme, et nous voulons leur verser ce qui leur revient. J'aimerais aussi, une fois encore, remercier les associations d'anciens combattants représentées ici de l'excellent travail qu'elles ont accompli pour nous.

Permettez-moi de m'étendre un peu sur nos anciens programmes parce qu'ils accaparent la plus grande partie du budget que je dois défendre ici ce soir. Ils concernent les soins de santé, les pensions d'invalidité, les lits d'hôpitaux et les allocations aux anciens combattants. Nos pensions d'invalidité représentent environ la moitié de notre budget de 1,7 milliard de dollars. Le secteur des pensions est extrêmement actif. En fait, mon personnel m'informe que le ministère n'a jamais été aussi accaparé par les pensions d'invalidité depuis les années qui ont immédiatement suivi la deuxième guerre mondiale. Nous avons constaté une forte hausse des demandes de pensions. Heureusement, nous avons pu composer avec cette demande extraordinaire grâce à de meilleures méthodes et au succès du Tribunal d'appel des anciens combattants. Le personnel de la Commission canadienne des pensions a fait un travail exceptionnel et bien sûr, ceux et celles qui fournissent des services juridiques gratuits à nos anciens combattants, par l'intermédiaire du Bureau de services juridiques des pensions, méritent également tous nos éloges pour leurs efforts. Je sais par les comptes rendus de vos réunions d'hier à Charlottetown qu'il s'en trouve toujours pour dire: «Le service n'est pas assez rapide». Je sais que nos anciens combattants vieillissent et que le temps est très important pour eux, mais je voudrais vous dire que le temps que nous prenons aujourd'hui pour traiter une demande de pension représente environ le tiers, voire le quart, du délai auquel il fallait s'attendre il y a tout juste quatre ou cinq ans.

Les lits d'hôpitaux constituent une préoccupation permanente pour nos anciens combattants. Nous avons fait des études démographiques sur l'évolution de la population des anciens combattants au Canada. Je peux vous dire que nous avons été autorisés à négocier des ententes avec les provinces. Je sais que vous avez été informés en détail de cette question à Charlottetown. J'ai écrit à tous les ministres de la Santé et des Services sociaux des provinces concernées et leur réponse s'est avérée des plus encourageante. Lundi après-midi par exemple,